

Travailleuses et travailleurs sans papiers :



En lutte pour notre régularisation !



Nous, travailleuses et travailleurs sans-papiers en grève, salariés dans le bâtiment, la logistique, les déchets, le nettoyage, la distribution... au bénéfice d'entreprises tel Sèpur, Chronopost, Véolia, Suez, GLS, DPD, Fedex, Géodis, ONET, Atalian, Carrefour, Franprix, les grossistes du MIN de Rungis...

Pour la très grande majorité d'entre nous, nous travaillons sous le statut d'intérimaire, qui permet de masquer la surexploitation dont nous sommes victime.

Depuis le mardi 17 octobre 2023, nous sommes en grève dans nos entreprises pour gagner notre régularisation et nos droits : nous refusons de continuer à être surexploités.

Parce que nous sommes des travailleurs et travailleuses sans papiers, nous subissons de multiples discriminations dans nos entreprises. Nos conditions de travail sont systématiquement dégradées ; on nous impose les contrats les plus précaires (intérim, extras, auto-entrepreneariat). Nous sommes pourtant des travailleurs de France mais nous sommes exclus des conventions collectives et des droits sociaux.

Nous faisons partie intégrante de la classe ouvrière de ce pays. Nous créons des richesses et du développement comme nos collègues. Nous cotisons et contribuons comme vous au système de solidarité nationale de sécurité sociale. **Nous refusons de continuer à être méprisés et ignorés.**

En Île-de-France, ces réalités ne sont pas discutables : les travailleurs immigrés avec ou sans papiers représentent 40 à 62% des travailleurs des branches de l'aide à domicile, du BTP, de l'hôtellerie-restauration, du nettoyage, de la sécurité et de l'agro-alimentaire (chiffres INSEE, étude 2023)

Nous sommes déterminés à nous battre pour notre dignité de travailleurs, nos droits et l'égalité de traitement : « À travail égal, salaire égal »

Notre combat, c'est le vôtre, c'est celui de tous les travailleurs et travailleuses, pour de meilleures conditions de travail !

Nous régulariser, c'est augmenter les salaires, se battre contre le travail dissimulé, contre la précarisation de toutes et tous : c'est tirer les conditions de travail de tout le monde vers le haut !

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des difficultés préfectorales mais aussi à un arbitraire patronal.



C'est à notre employeur de décider s'il soutiendra ou pas notre demande de régularisation.

Quel intérêt aurait un employeur qui nous surexploite d'accompagner cette demande ? Aucun !

Avec la CGT nous revendiquons la régularisation automatique des travailleurs sur la simple preuve de la relation de travail.

Avec la CGT nous revendiquons plus de moyens humains dans les Préfectures pour que chaque usager puisse être reçu dignement.

Unissons-nous !

Nous formons une seule communauté de travail et nos intérêts sont communs !



RHTT DOIT REGULARISER !

Depuis le 17 octobre 630 salariés travailleurs sans papiers sont mobilisés sur 33 piquets de grève pour obtenir leur régularisation. **Actuellement aucune régularisation n'est possible sans que l'employeur ne soit d'accord.**

Sur les 630 salariés, 600 ont obtenu satisfaction. Il en reste donc 30 dont 3 salariés de l'entreprise d'intérim RHTT qui possède une agence à Paris et une à Pontault-Combault.

Depuis le 17 octobre l'employeur refuse de régulariser les travailleurs, faisant appel aux forces de l'ordre pour lever les piquets de grèves parisiens.

C'EST INACCEPTABLE !

Nous demandons à l'employeur RHTT d'ouvrir une négociation afin de remettre les documents permettant la régularisation et notamment les CERFA nécessaire, les attestations de vigilance URSSAF et une attestation de garantie financière.

**Rassemblement le 24 octobre 2023
de 14h à 17h devant l'entreprise RHTT**

25 bis avenue de la République - 77340 Pontault-Combault